



# Nouvelles d'Espagne et du Portugal

## *Agriculture et pêche*



N°13 – Octobre 2019

### **Faits marquants :**

- Après les pluies torrentielles de mi-septembre, l'Espagne subit la quatrième année la plus sèche du siècle. Les prévisions de récolte de céréales ont été revues à la baisse, ainsi que les prévisions de vendanges, à 38 Mhl.
- En revanche, la production de vin devrait augmenter de 10% au Portugal, mais avec de fortes disparités régionales.
- Indignations espagnoles suite aux sanctions douanières américaines qui visent surtout l'huile d'olive et les vins. Au Portugal, les fromages des Açores sont eux-aussi touchés, mais les vins sont épargnés.
- Les deux pays multiplient les initiatives pour préparer les opérateurs au Brexit.

### **Inondations, sécheresse**

**Inondations de mi-septembre : 7 morts, plus d'un milliard d'euros de dégâts, des milliers d'hectares de cultures détruits au Levante, Almeria, Albacete et Madrid.** Un arsenal d'aides d'urgence est déployé. L'évaluation des dégâts provoqués par les pluies torrentielles de mi-septembre fait état de 300 000 ha détruits. L'Etat central a réservé une enveloppe globale de 774 M€ d'aides d'urgence, dont 13 M€ sont destinés au secteur agricole, pour indemniser les dommages non assurables subis par les agriculteurs titulaires d'un contrat dans le cadre du dispositif national d'assurance agricole, ainsi que la réparation d'infrastructures (irrigation notamment) et les pertes de fond. Par ailleurs, des aides fiscales et sociales sont mises en place, et l'Agence nationale de cautionnement bancaire (SAECA) pourra subventionner les garanties liées aux crédits souscrits par les agriculteurs sinistrés. De son côté, le consortium *Agroseguro* évalue à 50 000 ha la surface agricole assurée touchée par les inondations et à 84 M€ le montant des indemnisations à verser.

**2019 : quatrième année la plus sèche du siècle pour l'Espagne.** Malgré les récentes pluies torrentielles, l'année hydrologique espagnole s'achève sur de très mauvais résultats : une moyenne de précipitations de 533 mm (contre 643 mm sur la dernière décennie), et des réservoirs à 40% de leur capacité (plus de 10 points en dessous de la moyenne décennale). En particulier, les régions de Castille-et-Léon, Estrémadure et une partie de Castille-la-Mancha sont en situation de sécheresse prolongée, et le bassin du Segura (Sud-est, où se sont produites les plus fortes inondations le mois dernier) est paradoxalement aujourd'hui en état d'alerte sécheresse. La principale association écologiste espagnole, *Ecologistas en Acción*, pointe du doigt l'agriculture irriguée, qui absorberait 75% de l'eau disponible dans le pays.

### **Politiques agricoles, actualités PAC**

**Le Portugal souhaite connaître les détails budgétaires avant d'avancer sur la négociation des enjeux techniques concernant la future PAC 2021-2027.** Le Ministère de l'agriculture (plus précisément le Cabinet de la Planification, Politiques et Administration centrale - GPP) portugais est sceptique quant au calendrier de négociation de la future PAC pour 2021-2027, à cause du Brexit mais également sur le plan financier. Selon le directeur du GPP, Eduardo Diniz, il sera difficile de parvenir à un accord entre les États membres sur le budget de la PAC, bien que, selon lui, des progrès aient été réalisés sur certains aspects réglementaires. Le Portugal ne souhaite pas se prononcer sur des règles techniques tant que les règles financières ne sont pas arrêtées, et les autorités portugaises attendent donc la présentation des nouvelles propositions en la matière, souhaitant par ailleurs un budget européen plus ambitieux, correspondant à 1,3% du PIB européen (contre 1,14% actuellement).



**Nouveau Gouvernement portugais.** La nouvelle Ministre de l'Agriculture du XXIIème gouvernement constitutionnel portugais, Maria do Céu Albuquerque (jusqu'ici Secrétaire d'État chargée du Développement régional) et le nouveau Ministre de la Mer, l'ancien député européen Ricardo Serrão Santos, figurent parmi les changements majeurs du nouvel exécutif ayant pris officiellement fonction le 26 octobre. Le Ministère de l'agriculture, des forêts et du développement Rural est désormais dénommé « Ministère de l'agriculture ». Le Secrétariat d'État chargé des forêts est transféré au Ministère de l'environnement et le Secrétaire d'État chargé du développement rural sera intégré au sein du nouveau Ministère de la Cohésion Territoriale.

## Filières agricoles et agroalimentaires

### Céréales

**A la suite de la sécheresse, les prévisions de récolte espagnole sont revues à la baisse pour la campagne 2019/20, autour de 17 Mt**, soit une chute de près de 24% par rapport à la campagne antérieure. Les céréales d'automne-hiver devraient se replier à environ 14 Mt. Toutefois, le maïs ferait exception avec un volume attendu de 4,10 Mt (+8,7%) sous l'effet d'un assolement plus élevé (+11,2%) dédié à cette culture.

### Huile d'olive

**Les producteurs espagnols d'olives en colère contre la chute des prix.** A l'appel des syndicats ASAJA, COAG et UPA, plusieurs milliers de producteurs d'olives ont manifesté le 10 octobre à Madrid, pour défendre l'oliveraie traditionnelle, dénoncer les prix particulièrement bas des olives (de 3,53 €/kg en juin 2018 à moins de 2 € aujourd'hui, soit une chute de 44%) qui leur sont imposés par l'aval, alors que, selon eux, la demande mondiale d'huile d'olive aurait dépassé l'offre, et protester contre la banalisation de l'huile d'olive en grande distribution.

Une situation de crise aggravée par les sanctions tarifaires américaines aux exportations espagnoles d'huile d'olive et d'olive dans le cadre du contentieux Airbus. Le MAPA a reconnu que le marché de l'huile d'olive se trouve actuellement dans une situation compliquée, avec d'un côté un repli de la production 2018/19 chez de nombreux pays producteurs, et de l'autre une production espagnole record (+42% par rapport à la campagne antérieure) provoquant une très forte pression sur les prix. Le ministère a annoncé un plan de soutien de la filière oléicole visant à rétablir l'équilibre à moyen et long terme.

### Vins

**Les prévisions de vendanges espagnoles ont été revues à la baisse, à 38 Mhl.** Conséquence de la sécheresse, la production espagnole 2019/20 se replierait ainsi de 24,3% par rapport à la campagne antérieure, et serait bien en-deçà de la moyenne des 5 dernières campagnes (42,8 Mhl). Le pays conserverait sa place de troisième producteur européen, derrière l'Italie et la France. Le début de campagne est marqué par des prix bas, provoquant plusieurs manifestations de viticulteurs, catalans et valenciens notamment. En août, les vins rouges génériques étaient payés 3,11 € l'hectograde en moyenne, soit près de 36% de moins qu'en août 2018 (4,85 €).

**La production de vin devrait augmenter de 10% au Portugal, avec de fortes disparités régionales.** Selon l'Institut de la Vigne et du Vin (IVV), la production de vin 2019/2020 pourrait atteindre 6,7 Mhl, soit une augmentation de 10% par rapport à la campagne précédente qui avait été marquée par une récolte particulièrement mauvaise. Les prévisions anticipent une hausse de la production sur tout le territoire à l'exception des régions de Lisbonne (-10%) et du Tejo (-5%). L'essentiel de la hausse serait réalisé par les régions du Nord puisque (Douro +30%, Dão +35%). Toutefois, la production de « vin vert » devrait, elle, diminuer de 10% par rapport à 2018, en raison de l'instabilité météorologique, avec néanmoins des raisins de meilleure qualité.

**Consommation espagnole de vin : les AOC et IGP compensent la chute en valeur des vins sans IG.** En valeur, la consommation de vin dans les foyers espagnols est restée stable au cours du premier trimestre 2019, autour de 235 M€. Deux segments confirment leur dynamisme : les vins d'appellation – qui représentent 60% de la valeur totale – et surtout les IGP, qui poursuivent leur progression initiée en 2018, tandis que les vins sans IG et les mousseux sont en repli. Les rosés AOP enregistrent une percée spectaculaire, à des niveaux de prix supérieurs à l'an passé. Les ménages espagnols restent attachés à la bouteille de 75 cl, mais le format *bag-in-box* affiche une belle progression. En valeur, le marché intérieur du vin reste supérieur à celui de la bière, mais de peu (236,5 M€, contre 232 M€ pour la bière).

### Porc

**Vers une « bulle du porc » ?** Avec la présence de la peste porcine africaine en Asie, la conjoncture porcine européenne est aujourd'hui au beau fixe et les éleveurs et abatteurs espagnols ont le sourire. Les cours du porc blanc en Espagne ont bondi de 40% en six mois sous l'effet de la demande chinoise : avec des prix supérieurs à 140 € pour 100 kg de porc vif et des coûts de revient à peine supérieurs à 100 €, les marges ont rarement atteint pareils niveaux. Toutefois, certains experts tirent la sonnette d'alarme. Le maintien de prix aussi élevés, en décalage par rapport à ceux d'un marché équilibré, pourrait à terme conduire à un phénomène de « bulle du porc ». Ils préconisent de limiter la construction de nouvelles unités de production, d'internaliser les coûts environnementaux et de renforcer la biosécurité.



## Commerce extérieur

**Sanctions américaines : les fleurons de l'agroalimentaire espagnol dans la ligne de mire.** Parmi les principales cibles des sanctions américaines contre l'UE à hauteur de 7,5 Mds USD par an dans le cadre du contentieux Airbus-Boeing, figure le secteur agroalimentaire espagnol. De nombreux fleurons de l'export espagnol, tels que l'huile d'olive, les olives, le vin, les fromages et la viande de porc, subissent, depuis le 18 octobre, des droits de douane additionnels ad valorem de 25%. Au total, ce sont 765 M€ d'exportations agroalimentaires qui sont menacés. Toute l'Espagne est préoccupée et indignée. Le gouvernement espagnol se mobilise pour tenter de désamorcer cette crise et a demandé l'aide de Bruxelles pour accompagner les filières potentiellement impactées. **Le secteur agroalimentaire portugais est également touché**, puisque les fromages (notamment des Açores, dont les exportations aux USA représentent 3 M€/an), la viande de porc, les fruits de mer et les produits laitiers sont sur la liste américaine. Les producteurs portugais de fruits (agrumes, pêches, cerises) et légumes, craignent des effets indirects. En effet, les producteurs européens, voyant leur compétitivité dégradée sur le marché nord-américain, pourraient se tourner vers d'autres marchés où les producteurs portugais sont présents et les concurrencer, y compris sur le marché portugais. A l'inverse, les vins portugais ne sont pas visés par les taxes additionnelles, une bonne nouvelle pour les producteurs portugais dont les Etats-Unis sont le deuxième marché après la France (plus de 10% des exportations de vins portugais en 2018).

**Brexit : l'Espagne et le Portugal accélèrent la préparation des opérateurs à une sortie sans accord.** Les douanes espagnoles, en partenariat avec les chambres de commerce et le ministère des transports multiplient, à Madrid et sur tout le territoire, les opérations de communication et de formation sur les formalités douanières, en direction des entreprises, notamment du transport routier. La région de Murcie (Sud-est), potentiellement très exposée car importante productrice de fruits et légumes à destination du Royaume-Uni, a fait l'objet d'une attention particulière des autorités centrales et régionales. La préoccupation immédiate concerne les flux importants de voyageurs en provenance du Royaume-Uni dans les aéroports sur tout le territoire espagnol ainsi que dans les ports de Santander et Bilbao. En conséquence, des actions d'information et de sensibilisation sont menées avec l'AENA (opérateur de gestion des aéroports espagnols) et avec les 2 ports précités. Près de 500 nouveaux recrutements sont prévus dans les services douaniers. S'agissant du Portugal, le Royaume-Uni représente 5,2% des exportations du secteur agroalimentaire en 2018 (6<sup>ème</sup> client, 3<sup>ème</sup> pour les vins). Le gouvernement portugais a pris plusieurs initiatives depuis le début de l'année pour préparer un éventuel Brexit sans accord dans le cadre de son « plan de contingence pour le Brexit », telles que le renforcement des effectifs douaniers et l'ouverture d'une ligne de crédit de 50 M€ en faveur des PME portugaises exportant au Royaume-Uni afin, pour les aider notamment à prospecter des marchés alternatifs.

**Le marché chinois s'ouvre au raisin de table portugais.** Le gouvernement portugais a conclu un accord phytosanitaire avec les autorités chinoises autorisant les exportations de raisin de table portugais vers la Chine. D'après le Secrétaire d'Etat de l'Agriculture et de l'Alimentation, cet accord devrait accroître les exportations de fruits frais, déjà dynamiques (de janvier à juillet 2019, les exportations du secteur ont dépassé les 900 M€, soit une augmentation de 11 % par rapport à l'année précédente). Les négociations avec les autorités chinoises sont toujours en cours pour l'ouverture du marché aux agrumes, aux poires et aux pommes portugaises.

**Canada : le CETA profite aux filières espagnoles.** En 2018, les ventes agroalimentaires espagnoles vers le Canada ont progressé de 13,3% par rapport à 2017, pour atteindre 362 M€. Même si le Canada représente moins de 1% de la valeur totale des exportations agroalimentaires espagnoles, Madrid se réjouit de cette embellie, qui favorise de fait le solde des échanges commerciaux agroalimentaires avec le Canada, positif pour l'Espagne depuis 2015. Comme pour les Etats-Unis, les vins représentent plus de 30% des ventes espagnoles au Canada. Toutefois, les agrumes de Valence ont effectué une percée spectaculaire en 2018 (+66%). Les jambons et fromages sont également très dynamiques sur le marché canadien. Les exportateurs entendent profiter du CETA pour renforcer leur part de marché sur des produits « à haut potentiel », tels que l'huile d'olive, les olives de table, les conserves de poisson et le kaki.

## Pêches maritimes

**Brexit : en cas de no-deal, les pêcheurs espagnols pourraient bénéficier des aides à l'arrêt temporaire d'activité.** Les conséquences d'un Brexit sans accord sur le secteur de la pêche continuent d'inquiéter la profession et les autorités espagnoles. Le Ministre Luis Planas s'en est entretenu avec le Président de CEPESCA (confédération espagnole de la pêche regroupant 36 associations du secteur assurant 50% des captures espagnoles). Les discussions ont porté sur l'état de préparation du secteur dans l'hypothèse d'un no-deal. Dans ce scénario, selon CEPESCA, l'activité de 113 navires (89 pêchant dans les eaux britanniques et 27 dans les eaux des îles Malouines), 1 700 personnes d'équipage et 8 500 emplois à terre, pourrait être menacée. Dans l'éventualité d'un Brexit sans accord, le gouvernement espagnol pourrait demander l'activation des aides à l'arrêt temporaire d'activité de pêche, cofinancées par le FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche), pour une période maximale de neuf mois.



**Le Portugal veut porter la part des aires protégées à 30% de l'espace maritime.** En marge de la conférence sur le climat à New York, 14 pays, dont le Portugal, se sont engagés le 23 septembre à intégrer la gestion des aires marines dans la lutte contre le réchauffement climatique. Le Portugal s'est notamment engagé à classer 30% de son espace maritime comme aire protégée d'ici à 2030, contre 7% actuellement. D'ici à 2030, le Portugal a également comme objectif d'assurer 10% de la consommation électrique du pays à travers des éoliennes offshore ou des turbines sous-marines.

**L'Espagne et l'Argentine renforcent leurs liens dans le secteur de la pêche.** Réunis dans le cadre de la XXI<sup>ème</sup> édition du salon professionnel consacrée aux produits de la mer surgelés, qui s'est tenu du 6 au 8 octobre à Vigo, le Secrétaire d'État espagnol à la pêche et le Sous-secrétaire d'État argentin à la pêche ont lancé la commission hispano-argentine de suivi prévue par le protocole d'accord signé l'année dernière. Cette Commission se penchera sur l'échange de connaissances entre les deux pays afin de réduire les captures d'espèces accessoires et de renforcer la lutte contre la pêche illégale. Les représentants des deux pays ont convenu d'organiser un séminaire l'année prochaine, dans la ville de Mar de Plata, consacrée aux rejets.

**Responsable de la publication :** Shanti Bobin  
Ambassade de France en Espagne - Service Économique Régional  
C/ Marqués de la Enseñada, 10 - 28004 Madrid

**Rédigé par :** Jérôme Frouté, Alvaro Espino  
avec le SE de Lisbonne : Stanislas Godefroy, Louis Dieval,  
Edna Dos Santos Ferraz

**Abonnement :** [jerome.froute@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.froute@dgtresor.gouv.fr)

**Internet :** [www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne](http://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/espagne)

**Suivez-nous sur Twitter :** @FR\_Eco\_Iberica



**Copyright :**

*Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Madrid*

**Clause de non-responsabilité :**

*Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.*